



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2017-10-12/09**

**OBJET : Modification de la délibération portant sur l'attribution de compensation à la ville de Port-Louis**

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)**

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph  
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

**CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)**

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

**CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Caroll, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

**A été élu secrétaire de séance : M.PORLON Pierre**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**

**Vu la délibération n°COM2015-09-05/61 du 25 septembre 2015 portant sur l'accord financier entre la CANGT et la ville de Port-Louis ;**

**Considérant** que suite à une demande de la Chambre régionale des Comptes, la commune de Port-Louis sollicite la CANGT pour une nouvelle rédaction de la délibération y afférente.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des votants**

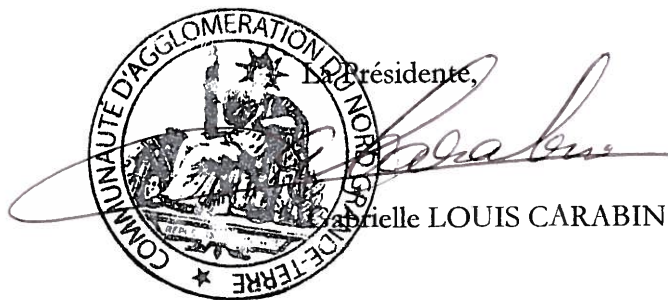
### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : De modifier l'article 1 de la délibération n°COM 2015-09-05/61 du 25 septembre 2016 portant accord financier entre la CANGT et la ville de Port-Louis, comme suit :  
« D'approuver la suppression complète et définitive du recouvrement de l'attribution de compensation de la ville de Port-Louis pendant la durée de la période de redressement ».

**ARTICLE 2** : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

  
La Présidente,  
Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

Transmis en Préfecture le 14/11/2017

N° de télétransmission: 971-200044691-20171012-COM2017101209-DE

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*